

Habités par une mémoire
Mobilisés par un projet



L'ICA (initiative citoyenne alsacienne) est un club de réflexion qui inscrit sa philosophie politique dans les principes d'union dans la diversité et du post-nationalisme. Son régionalisme est libéral-démocratique et non ethno-nationaliste. Elle réunit plusieurs centaines de membres, parmi lesquels bon nombre d'élus, et est suivie par un grand nombre de sympathisants

Lettre ouverte à Europe-Ecologie-Les-Verts (EELV)

À l'occasion des dernières élections régionales Madame Éliane Romani, tête de liste d'EELV, déclarait *« les écologistes sont des régionalistes qui pensent qu'il s'agit d'un bon échelon. Nous sommes aussi pour le principe de subsidiarité... Nous porterons une vision moins jacobine de l'organisation de l'État, contre l'empilement des collectivités locales... Ce serait, il est vrai, mieux d'avoir une région avec une vraie identité. Cette région est un peu grande et disparate, car décidée un peu n'importe comment et sans consultation. On comprend que les gens ne s'y retrouvent pas. »*¹.

Si ces propos relèvent d'un consensus au sein d'EELV, l'Initiative citoyenne alsacienne qui travaille et fait connaître les concepts de fédéralisme et de régionalisme qu'elle inscrit dans les principes d'union dans la diversité et du postnationalisme et dont le régionalisme est libéral-démocratique et non pas ethno-nationaliste, ne peut que s'en féliciter.

L'ICA prend donc acte qu'EELV partage avec elle la nécessité de la gouvernance en proximité et de la mise en œuvre du principe de subsidiarité. Qu'EELV récuse avec elle l'idée que la région ne doit être qu'un outil institutionnel faisant abstraction de toute reconnaissance culturelle ou historique. Qu'EELV la rejoint également sur la notion de déficit démocratique qui a conduit à entacher la fusion des anciennes régions, la France ayant notamment été mise à l'index par le Conseil de l'Europe pour n'avoir pas respecté sa signature de la Charte de l'autonomie locale.

L'ICA ajoute la question de savoir quelle est la plus-value du Grand Est par rapport à l'ancienne région Alsace ? Qu'a donc fait le Grand Est que l'ancienne région Alsace n'aurait pu faire, compte tenu du fait que la réforme territoriale n'a pas conféré plus de pouvoirs et de moyens aux régions ? Où sont donc les économies annoncées à grand bruit que la fusion devait produire ? Le pire étant encore que le Grand Est travaille à la création d'une identité grandestienne, ce qui, déjà que l'identité alsacienne est peu mise en valeur notamment à l'école, ne peut qu'être au détriment de cette dernière.

Considérant l'accumulation de tant de défauts, l'ICA s'emploie depuis 2014 à appeler à la raison. Et lorsque la Collectivité européenne d'Alsace (CeA) a décidé de lancer une enquête auprès de la population alsacienne sur la question de savoir si elle souhaitait que l'Alsace sorte du Grand Est et redevienne une région à part entière, elle s'est empressée d'apporter son soutien à l'opération. Déjà parce qu'en général, il est nécessaire en démocratie de prendre en

¹ (in ActuStrasbourg du 6 mars 2021).

considération l'avis du peuple des électeurs et qu'en particulier, l'enquête compensait à sa façon la non-consultation d'avant fusion et représentait une forme de réparation.

L'ICA pensait que toutes celles et tous ceux qui partageaient le bilan négatif attribué à la fusion et à ses conséquences allaient également soutenir l'enquête de la CeA et pour le moins appeler à y participer. La plus grande de ces conséquences est sans doute de ne plus permettre aux Alsaciennes et aux Alsaciens d'exister et d'être reconnu(e)s collectivement au sein d'une institution régionale, comme le peuvent par exemple les Bretons, alors qu'ils ont toujours été de bons enfants de la République. C'est en tout cas ce que l'on déplore le plus en Alsace, plus encore que de ne plus disposer des pouvoirs et des moyens dont disposait l'ancienne région. Trop sage, l'Alsace ?

L'ICA pensait que toutes celles et tous ceux qui dénonçaient le manque de consultation des Alsaciennes et des Alsaciens en amont d'une fusion imposée se réjouiraient qu'enfin il leur soit proposé de donner un avis sur le sujet.

Évidemment, ce n'est qu'une enquête, mais la CeA ne dispose pas juridiquement des pouvoirs pour organiser un référendum sur la question posée. Fallait-il pour autant rester dans l'inaction et attendre six ans, date des prochaines élections régionales, pour qu'un débat sur la question régionale ait lieu et laisser s'enliser les choses et s'installer le fatalisme ?

Mais voilà, nous sommes en campagne électorale, à la fois pour la présidentielle et déjà pour les législatives à venir. Ce faisant, le jeu politique en cours implique, pour exister et se faire entendre, de se distinguer et de s'opposer. À ce jeu s'ajoute un vieux travers politicien de la démocratie partisane française où une tendance forte existe d'une part pour l'écu à s'aligner pour nombre de raisons sur les consignes partisans, renonçant en cela à nombre de convictions personnelles, une sorte de mandat impératif donc, et d'autre part à chercher davantage le conflit que le consensus, évidemment aussi pour se distinguer et exister au détriment de l'efficacité et de la stabilité qu'apporterait le consensus. Un mal bien français maintes fois dénoncé.

Nombre de membres de l'ICA ont jadis travaillé à la communauté d'action entre le mouvement écologique et culturel alsaciens et ont mené nombre d'actions communes. Sans remonter à Fessenheim, Gerstheim, Marckolsheim, Wyhl, Kaiseraugst... souvenons-nous, camarades, que nous nous étions retrouvés en 2013 sur l'appel de « l'autre oui » où écolos et deuxième gauche autogestionnaire (Jo Spiegel, Jacques Fernique, Sandrine Bélier, ICA) s'étaient retrouvés à l'occasion du référendum sur le Conseil unique d'Alsace. À l'époque les Verts tenaient à se distinguer par rapport au courant majoritaire, aujourd'hui, ils ne tiennent pas à le faire par rapport à ceux qui sont contre la consultation.

Sur le coup de l'enquête de la CeA, nous ne nous retrouverons donc pas². Pourquoi ? La question reste hélas sans réponse convaincante ! D'une certaine façon, ne vous faites-vous pas les alliés objectifs à la fois des mouvements hostiles au régionalisme et des élu(e)s qui ont opéré un changement de pied, passant allègrement d'une opposition à la fusion à son apologie contribuant ce faisant au désenchantement du monde politique, antichambre de tant d'excès ?

Pierre Klein, président de l'ICA
president@ica.alsace
www.ica.alsace

² Mais ce n'est pas vrai pour l'ensemble des membres ou sympathisants d'EELV. Ainsi par exemple le Conseiller régional Armand Marx nous a fait savoir qu'il rejoignait une tribune lancée par l'ICA appelant à apporter un soutien positif à l'enquête proposée par la CeA.